

Unité départementale de Lille  
44 rue de Tournai  
CS 40259  
59019 Lille

Lille, le 05/02/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SOFRILOG**

10 bis rue de l'Europe  
59160 Lille

Références : -  
Code AIOT : 0007001177

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement SOFRILOG implanté 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFRILOG
- 10 bis rue de l'Europe 59160 Lille
- Code AIOT : 0007001177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Lomme réalise du stockage de produits alimentaires en entrepôt frigorifique.

Le site est régulièrement autorisé par arrêté préfectoral du 20/12/1994, complété par arrêtés préfectoraux complémentaires des 22/10/1998 et 10/07/2018, pour l'emploi ou stockage d'ammoniac (4735).

Les autres activités du site étant exercées sous le régime de la déclaration ou non classées.

### Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Détection et alarme	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Réservoirs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 50	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité ammoniac	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7	Sans objet
2	Vannes d'isolement	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Sans objet
3	Contrôle annuel	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Sans objet
4	Exploitation et surveillance	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10	Sans objet
6	Evacuation de fumées	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois à l'inspection un plan d'action pour remédier aux non-conformités relevées dans le dernier rapport de vérification de la conformité aux dispositions de l'AM du 17/07/1997 réalisé par Atlantic Réfrigération .

En ce qui concerne la détection ammoniac, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous trois mois un rapport de fin de travaux attestant que la détection sur l'installation ammoniac a été réalisée conformément aux préconisations de l'étude de la société Atlantic Réfrigération Consulting ainsi qu'un rapport de calibrage et test reprenant pour chaque détecteur les seuils d'alarme et résultats exhaustifs des tests d'asservissements associés à chaque seuil (alarme sonore ou visuelle locale, alarme sonore générale audible en tout point du site, extraction, mise à l'arrêt en sécurité des installations, reports d'alarmes sur téléphones du personnel...). Les contrôles périodiques devront être réalisés à fréquence trimestrielle.

Enfin, les indicateurs de niveau sur les réservoirs basse, moyenne et haute pression sont défailants ou pris dans la glace. Il est proposé de mettre en demeure l'exploitant de remédier sous deux mois à cette situation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Quantité ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, état des stocks
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la quantité d'ammoniac présente dans l'installation, le cas échéant stockée en réserve ainsi que les compléments de charge effectués. Cet état doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un état de répartition de l'ammoniac dans l'installation frigorifique. La quantité totale à pleine charge est de <i>voir partie confidentielle</i> , cohérente avec la quantité autorisée. L'exploitant a également présenté un registre des consommations d'ammoniac reprenant l'ensemble des recharges effectuées depuis 2007, année de mise en place du registre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Vannes d'isolement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Signalisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.
<b>Constats :</b>  L'inspection a accédé uniquement à la salle des machines. L'édicule et les chambres froides n'ont pas été visités. L'inspection a contrôlé par sondage la signalisation des tuyauteries et du sens de fermeture des vannes au niveau du compresseur n°2. Les tuyauteries au niveau du compresseur comportent l'indication "ammoniac" ainsi que le sens de circulation. Le sens de fermeture sur la vanne d'aspiration économiseur du compresseur 2 est indiqué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Contrôle annuel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification par organisme compétent
<b>Prescription contrôlée :</b>

[...] Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec l'approbation de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant fait réaliser un contrôle annuel de ses installations par la société Atlantic Refrigeration Consulting.

L'exploitant a transmis post-inspection les rapports de contrôle annuel des 06/12/2023 et 27/11/2024.

L'exploitant répond donc à la prescription.

Le rapport de contrôle du 27/11/2024 mentionne les non-conformités suivantes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 16/07/1997:

- l'absence de marqueurs d'identification de vannes (TAG) et mise à jour des procédures en conséquence (si changement de dénomination notamment);
- la mise à jour du document désignant la personne responsable de l'installation suite à son remplacement;
- l'absence d'issue de secours conforme à la réglementation en salle des machines et dans l'édicule;
- des non-conformités sur la protection foudre suite à vérification périodique visuelle de 2024 et vérification complète de 2022;
- le potentiel raccordement des eaux de dégivrage au réseau des eaux pluviales (au lieu du réseau des eaux usées) et l'absence de contrôle de la qualité des eaux de dégivrage avant rejet;
- l'absence de contrôle des détections ammoniac en 2024 (toximétrie et explosimétrie) ainsi que de la détection incendie;
- les seuils de détection à modifier pour le détecteur explosimétrique;
- clarifier le rapport de contrôle des installations électriques afin de montrer sans ambiguïté que les armoires de la SDM dans son ensemble ainsi que le coffret NH3 sont contrôlés;
- l'absence d'exercice périodique à la sécurité incendie et risque ammoniac.

Le rapport 2024 a été transmis à l'Inspection après la visite, les non-conformités relevées dans ce dernier n'ont pas fait l'objet d'un constat sur site de l'Inspection à l'exception de l'absence de contrôle des détections ammoniac en 2024 (toximétrie et explosimétrie).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous deux mois à l'inspection un plan d'action pour remédier aux non-conformités relevées dans le rapport de 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Exploitation et surveillance**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 10

**Thème(s) :** Risques accidentels, Formation du personnel

**Prescription contrôlée :**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des

installations le mettant en œuvre.
<p><b>Constats :</b></p> <p>La surveillance de l'installation est réalisée par le responsable maintenance. Celui-ci a reçu une formation "Maitrise et conduite en sécurité des installations ammoniac" auprès de l'organisme CLAUGER.</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de formation du 17/05/2024.</p> <p>Le responsable du site a également reçu une formation de "sensibilisation au risque ammoniac" dispensée par la société CLAUGER.</p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de formation du 19/01/2024.</p> <p>L'exploitant précise enfin qu'un technicien de maintenance de la société va être formé à la "Maitrise et conduite en sécurité des installations ammoniac" auprès de l'organisme CLAUGER en 2025 (gestion des interims en cas d'absence).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Détection et alarme

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection de fuites
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations. Ces détecteurs doivent être de type toximétrie dans les endroits où les employés travaillent en permanence ou susceptibles d'être exposés, et de type explosimétrie dans les autres cas où peuvent être présentes des atmosphères confinées.</p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;</li> <li>- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).</li> </ul> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an. Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p> <p>Les systèmes de détection et de ventilation placés dans la salle des machines sont conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Des dispositifs complémentaires, visibles de jour comme de nuit, doivent indiquer la direction du</p>

vent.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

### **Constats :**

L'exploitant précise que 7 détecteurs sont présents sur l'installation:

- 6 détecteurs toximétriques dont 5 en salle des machine et 1 dans les combles techniques;
- 1 détecteurs explosimétrique dans les combles techniques.

L'inspection a constaté la présence en salle des machines de 4 détecteurs toximétriques. Le cinquième présent au niveau de la station vanne n'était pas visible depuis le sol. Par ailleurs, la centrale de détection située à l'entrée de la salle des machine (MX52) affiche que le détecteur de la station vanne est en défaut le jour du contrôle.

L'exploitant a présenté le dernier rapport de calibrage et test de la détection réalisé par la société ADS détection gaz le 25/04/2023 (deux centrales MX52 à cinq voies et MX31 à deux voies).

Ce contrôle date de plus de 1 an. L'exploitant précise qu'aucun contrôle n'a été réalisé en 2024 suite au départ du responsable de maintenance. L'exploitant a néanmoins présenté à l'inspection un bon de commande du 27/11/2024 pour la réalisation de la vérification annuelle de la détection par la société ADS Détection Gaz.

Le rapport de calibrage des détection mentionne que dès l'atteinte d'un premier seuil, les asservissements associés sont la mise en service de la ventilation et la coupure générale de la salle des machines (mise en sécurité).

Ce rapport de calibrage ne précise pas le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse ainsi que le déclenchement d'une alarme sonore audible en tout point de l'établissement. L'exploitant précise qu'un report d'alarme est réalisé sur le téléphone portable du responsable maintenance puis en second lieu sur le téléphone portable du responsable du site.

Néanmoins, l'exploitant précise que l'ensemble de la détection sur son installation va être remplacée et a fait réaliser une étude d'implantation et de conception de la détection sur son installation par la société Atlantic Refrigeration Consulting datée du 15/11/2024 et présentée à l'Inspection. L'exploitant a également présenté le bon de commande relatif au remplacement de la détection par la société ADS Détection Gaz en date du 29/11/2024. Cette nouvelle détection sera réalisée conformément aux recommandations de l'étude d'implantation et conception et comprendra 6 détecteurs toximétriques et 1 détecteur explosimétrique.

L'étude de la société Atlantic Refrigeration Consulting précise que les détections et asservissements devront être calibrés et testés au minimum tous les six mois. Néanmoins, l'inspection demande à ce que ces contrôles soient réalisés tous les trois mois au minimum pour les raisons suivantes:

- le rapport Ineris DRA-16-156884-08668A de décembre 2016 "détecteur fixe de gaz ammoniac" précise qu'un détecteur de gaz ammoniac doit être vérifié très régulièrement (de l'ordre de trois mois);

- les données constructeur des détecteurs qui seront installés par l'exploitant ( Ohldam OLCT 100 XP NH3) précisent une période de test trimestrielle.

Par ailleurs, les rapports de calibrage et tests devront préciser clairement les résultats de l'ensemble des asservissements attendus pour chacun des seuils, à savoir:

- alarme sonore ou lumineuse locale
- alarme sonore audible en tout point du site
- extraction
- mise à l'arrêt en sécurité des installations

- report sur téléphones portables du personnel
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de transmettre <b>sous trois mois</b> un rapport de fin de travaux attestant que la détection sur l'installation ammoniac a été réalisée conformément aux préconisations de l'étude de la société Atlantic Refrigeration Consulting ainsi qu'un rapport de calibrage et test reprenant pour chaque détecteur les seuils d'alarme et résultats exhaustifs des tests d'asservissements associés à chaque seuil (alarme sonore ou visuelle locale, alarme sonore générale audible en tout point du site, extraction, mise à l'arrêt en sécurité des installations, reports d'alarmes sur téléphones du personnel...). Les contrôles périodiques devront être réalisés à fréquence trimestrielle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Evacuation de fumées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les salles de machines doivent être équipées en partie haute de dispositifs à commande automatique et manuelle permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à l'extérieur du risque et à proximité des accès. Les commandes des dispositifs d'ouverture doivent facilement être accessibles.
<b>Constats :</b>  Une trappe de désenfumage est présente dans la salle des machines. La commande d'ouverture de cette trappe est située à l'extérieur de la salle des machines à proximité de sa porte d'accès.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Réservoirs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Indicateurs de niveau et isolement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu.
<b>Constats :</b>



Des indicateurs de niveau magnétiques sont présents sur les capacités accumultrices.

Le flotteur de ces indicateurs de niveau magnétique est équipé d'un aimant agissant sur des rouleaux de couleur placés sur une réglette (face rouge des rouleaux visible en dessous du flotteur, face blanche visible au dessus du flotteur).

L'Inspection a constaté que l'indication de niveau sur les réservoirs haute et moyenne pression était défailante et non lisible ( alternance de rouge et blanc sur des rouleaux successifs). Par ailleurs l'indicateur de niveau sur le réservoir basse pression était pris dans la glace et donc non lisible également.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois